
Documents sauvegardés

Mardi 11 octobre 2022 à 22 h 30

1 document

Par Bienvenue sur Europresse UBO

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Ouest-France	7 octobre 2022	Coup de froid sur la recherche polaire	3
		... Alors que la France s'est proposé une stratégie polaire ambitieuse, le projet de loi de finances 2023 n'alloue aucune rallonge à la recherche en Antarctique. ...	



© 2022 Ouest-France. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 11 octobre 2022 à UNIVERSITE-BRETAGNE-OCCIDENTALE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20221007-OF-74e50e96-44c8-11ed-921f-8a68cbe64445

Nom de la source

Ouest-France

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rennes, Bretagne, France

Vendredi 7 octobre 2022

Ouest-France • p. Fontenay-
Le-Comte Luçon_21 • 502
mots

Coup de froid sur la recherche polaire

Julia TOUSSAINT.

Alors que la France s'est proposé une stratégie polaire ambitieuse, le projet de loi de finances 2023 n'alloue aucune rallonge à la recherche en Antarctique.

« Notre pays doit se doter d'une ambitieuse stratégie polaire, la première de son histoire. » Ces mots formulés le 15 juin 2021 sont ceux de Jean Castex, alors Premier ministre. La déclaration est inscrite en épigraphe de la « Stratégie polaire de la France à horizon 2030 », un rapport d'étude qui détaille l'ambition nationale pour la recherche en Antarctique et en Arctique.

« De 320 scientifiques déployés par ses soins sur les deux hémisphères, l'Institut polaire français pourrait passer à 500 », détaille le document, qui évoque également la « rénovation nécessaire » des deux stations au pôle Sud, Concordia et Dumont-d'Urville.

Voilà pour les intentions. Côté budget, ce n'est pas la même histoire. Le projet de loi de finances (PLF) 2023, présenté le 26 septembre, a reçu un accueil glacial des chercheurs spécialisés dans les pôles. Les ambitions affichées laissaient pourtant présager une hausse des moyens attribués à l'Institut polaire français (IPEV) basé à Plouzané (Fin-

istère).

L'ombre de la Chine

« On est sous-financés et sous-dimensionnés en termes d'effectifs depuis des années », déplore Yan Ropert-Coudert, directeur de l'institut. Or le budget prévisionnel n'accorde aucune rallonge. Les chiffres sont calqués sur ceux de l'année 2022, soit un budget global d'environ 18 millions d'euros.

« Fonctionner à budget constant alors que le prix du pétrole est multiplié par deux, c'est juste impossible », tranche Yan Ropert-Coudert, qui chiffre le surcoût énergétique à 3,7 millions d'euros. « Pour rester à flot, il nous faut au moins 5 millions supplémentaires en 2023 », insiste-t-il, le ton grave.

La marge de manœuvre est étroite pour réduire les dépenses. Même en mettant sur pause la recherche scientifique, au risque de se faire devancer par les autres nations, les coûts logistiques perdurent. Réduire le nombre de ravitaillements reviendrait à mettre en péril les stations,

Archives Valérie Parlan, Ouest-France

Le navire ravitailleur brise-glace « L'Astrolabe » effectue cinq rotations par an pour approvisionner la base française en Antarctique Dumont-d'Urville.

déjà vieillissantes, et le personnel sur place.

Reste la solution extrême, inenvisageable pour les chercheurs : fermer Concordia. « Ce serait une erreur massive d'un point de vue géostratégique », insiste Yan Ropert-Coudert, qui souligne que la base est faite pour être habitée : « À - 50 °C, si elle n'est pas chauffée et entretenue, une fermeture serait définitive. »

Deux tribunes pour demander plus de moyens sont en cours de rédaction, l'une signée par des scientifiques (académiciens, glaciologues, climatologues, etc.), l'autre par des parlementaires, notamment le député du Finistère Jean-Charles Larsonneur : « Peut-on se priver d'un regard français souverain sur les pôles, aux avant-postes du changement climatique ? » ques-

tionne l'élu. Et d'ajouter que certains pays, à commencer par la Chine, ont déjà fait savoir leur intérêt pour racheter les bases françaises si celles-ci venaient à mettre la clé sous la porte.